

Romuald SCIORA (dir.)
L'ONU dans le nouveau désordre mondial

(éditions de l'Atelier, Paris, 2015, 240 p., 20 €)



L'essayiste et documentariste français Romuald Sciora, qui a réalisé une dizaine de documentaires politiques, dont plusieurs films sur l'Onu, signe, avec ce nouveau livre qui paraît au moment du 70^e anniversaire de l'Onu, un travail collectif qui dresse le bilan des Nations unies. La première partie de l'ouvrage est constituée d'articles écrits par des auteurs de différents pays, tous extérieurs à l'Onu, afin de garantir une vision objective et impartiale. Quant à la seconde partie, elle est constituée d'interviews réalisées par Romuald Sciora et Jean Lacouture (décédé entre-temps) de tous les secrétaires généraux de l'Onu depuis Kurt Waldheim, c'est-à-dire depuis 1972.

Le livre affirme l'importance de l'Onu pour résoudre les problèmes mondiaux et, dressant le constat d'un relatif échec de l'institution internationale, tente de proposer des pistes pour qu'elle soit plus efficace. Face à la marginalisation actuelle de l'Onu par des structures comme l'Otan ou le G7/8/20, Romuald Sciora affirme l'urgence pour l'Onu de « réagir » et donne la parole à des analystes com-

pétents. Ainsi, Anne-Cécile Robert déplore la répartition des tâches qui se dessinent à l'échelle mondiale : les États sollicitent les agences de l'Onu pour des questions techniques, mais pour les grandes questions politiques, mobilisent plutôt les organisations régionales comme l'Union européenne ou le G8/20. Elle observe aussi que dans les institutions financières internationales (IFI), ce sont les pays riches qui détiennent le pouvoir ; elles sont donc peu légitimes, et les questions économiques mondiales devraient plutôt être du ressort de la Cnuceud ou de l'Onudi, structures onusiennes. Elle affirme qu'il faut renforcer l'ONU, organisation « centrale », face au G20, aux IFI ou à l'Otan.

Le linguiste américain Noam Chomsky, lui, affirme lui aussi sa confiance en l'Onu et déplore son manque de pouvoir : ainsi la Cour internationale de justice (CIJ) peut prononcer des jugements mais n'a pas le pouvoir de les faire appliquer ; ainsi les États-Unis en 1986 ont rejeté un jugement de la CIJ sur leurs activités militaires au Nicaragua. Il déplore aussi que la Cnuceud soit réduite à une insti-

tution d'analyses et de statistiques, et non de décision. Il estime cependant que l'Onu exerce une influence positive en matière de développement.

Dans la seconde partie qui retranscrit des extraits d'entretiens, Kofi Annan, secrétaire général de l'Onu de 1997 à 2006, explique qu'il s'est attaché, durant ses deux mandats, à faire connaître certains domaines d'action des Nations unies jusque-là peu médiatisés, comme l'action en faveur du développement économique, ou la lutte contre les maladies. Il estime que son plus grand succès à la tête de l'Onu a été la proclamation des Objectifs du millénaire pour le développement (OMD), adoptés en 2000, qui ont été bien accueillis par les gouvernements, les institutions internationales et les ONG. En effet, c'était la première fois qu'on définissait un tel cadre commun pour enrayer la pauvreté. En revanche, comme échec le plus important, Kofi Annan cite la guerre en Irak, menée par les Américains à partir de 2003, sans l'aval de l'Onu, et que Kofi Annan a lui-même qualifiée d'illégale, au grand dam des États-Unis. Cet épisode a conduit à une perte d'influence de l'Onu, car celle-ci s'est vue désavouée par les États-Unis, qui n'ont pas tenu compte de son avis. L'ONU a dû après coup, pour ne pas perdre la face, entériner l'agression américaine en Irak.

Romuald Sciora rappelle aussi l'important investissement de Kofi Annan dans la lutte contre le sida, mais néglige de rappeler que c'est sous son impulsion qu'a été créé, en 2000, le « Fonds mondial de lutte contre le sida, le paludisme et la tuberculose ». Or, le statut même de ce fonds pose problème: il ne fait pas partie du système des Nations unies mais, conformément aux idées de Kofi Annan, favorable au secteur privé, il s'agit d'une fondation privée. Il est conçu comme un partenariat entre gouvernements, organismes privés, société civile et institutions internationales. Sa création retire, de fait, à l'OMS une partie importante de ses attributions. Romuald Sciora, dans cet entretien avec Kofi Annan, ne mentionne pas non plus le « Pacte mondial » (*Global Compact*), lancé par Kofi Annan en 2000 et qui entend donner une place accrue au sein de l'Onu aux entreprises privées, en rupture avec l'esprit humaniste et la logique de service public qui devraient prévaloir à l'Onu. Ainsi, les extraits d'entretiens présentés dans cet ouvrage sont très lisses, consensuels, ils n'abordent pas vraiment les sujets brûlants ou controversés. L'ouvrage a cependant le mérite de présenter au lectorat français des interviews de tous les anciens secrétaires généraux de l'Onu encore vivants à ce jour.

CHLOÉ MAUREL